Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

La citoyenneté en guerre ? Les soldats guadeloupéens sur le front pendant la Première Guerre mondiale

Pascale Forestier

Numéro 168, mai-août 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026842ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026842ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Forestier, P. (2014). La citoyenneté en guerre ? Les soldats guadeloupéens sur le front pendant la Première Guerre mondiale. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (168), 3–20. <https://doi.org/10.7202/1026842ar>

La citoyenneté en guerre ? Les soldats guadeloupéens sur le front pendant la Première Guerre mondiale

Pascale FORESTIER¹

Le 3 août 1914, la France entre en guerre. Dès les premiers jours du conflit, des Guadeloupéens, militaires de carrière, engagés volontaires ou appelés, participent aux combats : Sulpice Gerlan, un étudiant originaire de Capesterre, est le premier Guadeloupéen à tomber au champ d'honneur à Coincourt en Meurthe et Moselle le 14 août.

Dans quelles conditions les soldats guadeloupéens sont-ils partis à la guerre ? Leur statut de soldats citoyens venant d'une colonie éloignée a-t-il suscité un vécu spécifique par rapport aux contingents métropolitains ? Même si les institutions insistent sur l'équité dans le traitement des soldats, on peut se poser la question de savoir ce qu'il en est réellement pour le contingent créole. Une entrée par les destins individuels couplée à une approche statistique permet d'appréhender leur expérience combattante, notamment pour les hommes de troupe souvent oubliés au profit des officiers. Quelles sont les distorsions entre les règlements et leur application ? Il est difficile de suivre leur parcours car ils sont intégrés dans la masse de l'armée française en qualité de citoyens. En quoi cette participation au conflit fait-elle débat singulièrement pendant la phase de mobilisation ? Quel est le parcours de ces Guadeloupéens engagés sur tous les fronts ? Et comment s'organisent les périodes de pauses et de permissions pour ces soldats éloignés de leur terre natale ?

1. Professeur d'histoire chargé du service éducatif des Archives départementales de la Guadeloupe.

LA MOBILISATION DES GUADELOUPÉENS : FAIRE LA GUERRE POUR DEVENIR CITOYENS À PART ENTIÈRE ?

La première incorporation en 1913.

En 1914, le service militaire est une obligation pour tous les citoyens français notamment depuis les lois de 1872, 1889 et 1905. Cependant, les Antillais, citoyens depuis l'abolition de l'esclavage de 1848, en étaient dispensés. Dans un rapport de la commission de l'Armée relatif à la convocation devant une commission de réforme dans les colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, le député Etienne Rognon rappelle que « Les lois de 1889 et 1905 avaient été déclarées applicables dans les vieilles colonies ; néanmoins l'autorité militaire s'entêta, pendant près d'un quart de siècle, à ne pas les y appliquer. [...] Au reste, les représentants de ces colonies, notamment ceux des Antilles, de la Guyane et de la Réunion n'avaient, depuis l'avènement de la III^e République, jamais cessé, soit dans les assemblées locales, soit au Parlement, de réclamer pour nos frères d'outre-mer, l'honneur de payer à l'égal de tous les autres français, l'impôt du sang. Appeler les citoyens des vieilles colonies sous les drapeaux était donc, à la fois, exaucer le vœu le plus cher de leur ardent patriotisme et favoriser les intérêts de la défense nationale². »

Trois ans plus tôt, le 26 juin 1912, le député Gratien Candace déclarait à la chambre des députés : « Vous avez fait de nous des citoyens, des hommes libres. Nous voulons être traités comme de vrais Français ! Nous le serons véritablement que lorsque vous nous aurez associés, avec tous les autres fils de la patrie, à l'œuvre sacrée de la défense nationale³. ». La décision d'incorporer les originaires des vieilles colonies avait été retardée pour des motifs économiques et sociaux, tels que les préjugés envers les recrues créoles. L'imminence de la guerre et les demandes des hommes politiques antillais font aboutir cette ancienne revendication.

Il faut attendre la décision du ministre de la Guerre, Eugène Etienne, pour que l'incorporation du contingent créole devienne effective. Dans une lettre adressée au ministre des Colonies le 6 juin 1913⁴, il annonce que les contingents des quatre anciennes colonies seront incorporés à partir du premier octobre et qu'ils seront dirigés vers la métropole.

Le processus d'intégration dans l'armée française est enclenché. L'application des lois précédentes « se limitait jusqu'alors au seul recensement par les maires⁵ ». Placé dans la continuité de l'œuvre de Victor Schœlcher, ce premier appel sous les drapeaux apparaît comme une

2. ANOM.- GUA//175/1103. Rapport fait par E. Rognon, député, au nom de la commission de l'Armée chargée d'examiner le projet de Loi relatif à la convocation devant une commission de réforme, dans les colonies de la Réunion, de la Martinique ; de la Guadeloupe et de la Guyane.... n° 1 646 – onzième législature – session 1915 – (annexe au procès-verbal du 29 décembre 1915)., p. 1-2.

3. AD971.- FMC 156. *Deux années de législature. L'œuvre de M. Gratien Candace, député de la Guadeloupe*, Paris, imprimerie Bassou, sans date, p. 7.

4. SHD.- 7 N 78. Lettre du ministre de la Guerre au ministre des Colonies, n° 131 1/8, 6 juin 1913.

5. ADG971.- 3 K 105. « Opérations de révision pour la formation du contingent militaire de la classe 1912 », *Journal officiel de la Guadeloupe*, n° 29, 3 juillet 1913.

Document 1 - Lettre du ministre de la Guerre au ministre des Colonies,
n° 131 1/8, 6 juin 1913

Très URGENT
COPIE
131 1/8
6 Juin 1913

**DIRECTION
des
TROUPES COLONIALES**
1^{er} BUREAU
BUREAU TECHNIQUE

Le Ministre de la Guerre,
Monsieur le MINISTRE des COLONIES
(Direction des services militaires)

ANALYSE :
Incorporation des con-
tingents créoles.

P A B I S

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé
d'appliquer sans délai l'article 89 de la loi du 21 Mars 1905
dans nos quatre anciennes colonies de la Guadeloupe, de la
Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

I.- INCORPORATION DES CONTINGENTS.

Les contingents de ces colonies seront incorporés au
premier Octobre prochain dans les conditions suivantes :

1° ARTILLES. - Les unités des troupes coloniales station-
nées à la Martinique et à la Guyane renferment déjà une pro-
portion de 60 % de créoles, provenant des engagements volon-
taires. Cette proportion de créoles dans les unités des Ar-
tilles ne pouvant à mon avis être dépassée, le contingent to-
tal des appelés, reconnus bons pour le service, sera dirigé
sur la métropole.

Ce contingent peut être évalué approximativement à :

Martinique.....	1000
Guadeloupe.....	1000
Guyane.....	1000
Total.....	3000
2° RÉUNION.....	

Source : SHD.- 7 N 78.

avancée dans le processus d'assimilation : une façon d'« affirmer l'égalité de nos concitoyens guadeloupéens devant les devoirs et les droits de la loi militaire comme devant ceux des lois civiles de la République⁶ ». Selon la circulaire du 18 décembre 1911, « Dans chaque commune tous les jeunes gens de la classe sont inscrits par le maire sur les tableaux de recensement d'après l'ordre alphabétique rigoureux⁷. » Les appelés sont convoqués par le biais « d'affiches à apposer dans chaque commune⁸ » et d'ordres individuels indiquant le jour, l'heure et le lieu du conseil de révision. À l'exception de la Désirade, ces conseils de révision ont lieu dans chaque chef-lieu de canton. C'est la classe⁹ 1912 qui est la première à être appelée.

L'appelé peut être déclaré bon pour le service armé, exempté, ajourné, ou bon absent¹⁰. Les B.S.A. (Bon pour le Service Armé) sont appelés en principe huit jours après la décision de la commission de réforme. Seuls les Français doivent être incorporés d'où l'exemption des « Hindous » qui ne sont pas citoyens français¹¹. Les autorités françaises appliquent le texte de la convention conclue à Paris le 1^{er} juillet 1861 avec la Grande-Bretagne pour régler l'immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises. « Cette stipulation excluait manifestement d'imposer à ces enfants la nationalité française et de les retenir aux colonies pour les astreindre au service militaire¹². » Il y a eu cependant quelques exceptions : nous avons l'exemple d'un « sujet hindou » né à Pointe-à-Pitre incorporé avec la classe 1912 le 22 octobre 1913 au bataillon d'infanterie coloniale de la Martinique puis au 22^e régiment d'infanterie coloniale le 3 novembre, puis réformé par la commission de réforme de Marseille le 8 janvier 1914.

Tous les hommes convoqués ne se rendent pas au conseil de révision. L'enthousiasme des politiques pour défendre la patrie n'est pas toujours partagé par la population, comme le montre le nombre des bons absents. Il est cependant difficile de connaître les raisons de ces absences. Il s'agit parfois d'erreurs dans la tenue des registres comme dans le cas du conseil de révision de Pointe-Noire qui s'est tenu le 2 janvier 1914¹³ : au moins trois des déclarés bons absents sont déjà morts¹⁴ et un, Marie Albert

6. AD971.- 3 K 105. « Conseil de révision pour la levée du contingent militaire, classe 1912 », *Journal officiel de la Guadeloupe*, n° 29, 3 juillet 1913.

7. ADG971.- 3 K 103. *Journal officiel de la Guadeloupe*, 21 décembre 1911, n° 52, p. 406.

8. ADG971.- 3 K 105. *Journal officiel de la Guadeloupe*, 3 juillet 1913, n° 29, p. 224.

9. « Une classe d'âge correspond à tous les jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans inscrits sur les tableaux de recrutement. », in Boulanger Philippe, « Les conscrits de 1914 : la contribution de la jeunesse française à la formation d'une armée de masse », in *Annales de démographie historique*, 1/2002, n° 103, p. 11-34, p. 33.

10. La catégorie des bons absents comprend tous ceux qui sont absents aux conseils de révision et ou aux commissions de réforme ; ils sont déclarés d'office comme B.S.A. (Bon pour le Service Armé).

11. Sur « l'imposition du service militaire aux jeunes étrangers nés en France » voir Crépin Annie, *Défendre la France, les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept ans à Verdun, Rennes*, Presses universitaires de Rennes, Collection « Histoire », 2005, 424 p, p. 349-350.

12. ANOM.- 1 AFFPOL 305. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre des Colonies, 29 mars 1923.

13. AD971.- INC. Série 275. Contre-visite. Procès-verbal des opérations du conseil de révision, canton de Pointe-Noire, classe 1913, janvier 1914.

14. Dont un depuis 1905.

Francius, est déjà engagé volontaire. Pour les réformés, la décision peut être définitive ou temporaire.

La sélection semble rigoureuse et les journaux se font l'écho des polémiques au sujet du nombre élevé de réformés, interprété comme une remise en cause des qualités physiques des Guadeloupéens. Le mauvais état sanitaire des conscrits reflète les conditions de vie difficiles de la population de la colonie¹⁵.

Les premiers conscrits quittent la Guadeloupe en octobre 1913, leur embarquement s'effectuant en deux fois sur *La Guadeloupe* et *La Navarre*. De nombreuses cérémonies patriotiques et des festivités accompagnent leur départ.

La date d'arrivée en métropole à l'automne soulève de nombreux problèmes d'acclimatation pour les soldats¹⁶ qui se trouvent confrontés au froid et aux maladies comme le dénonce le député Candace¹⁷. En janvier 1914, devant l'importance des pertes, la presse métropolitaine relaie les polémiques au sujet de l'incorporation des créoles. Les résultats de la commission de réforme du 22^e régiment colonial qui s'est tenu à l'hôpital militaire de Marseille le 8 janvier 1914 sont commentés en insistant sur le nombre de réformés. En effet, la moitié du contingent est renvoyé aux Antilles ce qui correspond à 181 recrues sur 386, dix-sept étant déjà décédés¹⁸. Le nombre de décès est si important que *L'Humanité*, dans son édition du 8 janvier 1914 titre « L'Hécatombe ». Le 14 février 1914, *Le Temps*¹⁹ signale les décès des soldats antillais « En moins de deux mois, une trentaine de ces soldats antillais mouraient dans les hôpitaux, et sur un contingent de 1 579, 670 furent réformés. Malgré le régime alimentaire spécial et une discipline bienveillante, les jeunes Antillais n'ont pu résister au climat de notre pays [...] ». Aussi, le ministre de la Guerre, Eugène Etienne, s'engage à n'incorporer la classe 1913 qu'au printemps 1914²⁰.

Le tableau ci-dessous montre le devenir des conscrits des classes 1912 et 1913 des vieilles colonies²¹.

Il semble exister un décalage entre les aspirations des hommes politiques et la population. On note l'augmentation de près de 20 % du nombre de bons absents entre les classes 1912 et 1913 : 546 en 1913 pour 1 022 hommes reconnus aptes contre 375 pour 1 111 pour la classe 1912.

15. Voir la situation des ouvriers anglais. BÉDARIDA François, *La société anglaise du milieu du XIX^e siècle à nos jours*, rééd. Paris, Le Seuil, 1990, 545 p.

16. Sur les problèmes de santé rencontrés par les conscrits de la classe 1912 voir Dumont Jacques, *L'amère patrie, Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, La Flèche, Fayard, 2010, p. 33.

17. AD971.- FMC 156. Lettre du 20 octobre 1913 du député Gratien Candace au ministre de la Guerre, in *Deux années de législature. L'œuvre de M. Gratien Candace, député de la Guadeloupe*.

18. BNF.- N 6449972. *Le Temps* du 10 janvier 1914 et des *Annales coloniales* du 10 janvier 1914.

19. BNF. *Le Temps*, cinq, dix janvier et 14 février 1914.

20. AD971.- FMC 156. Lettre du ministre de la Guerre, Eugène Etienne in *Deux années de législature. L'œuvre de M. Gratien Candace, député de la Guadeloupe*, Paris, imprimerie Bas-sou, sans date, p. 8.

21. AD971.-2 K 103. Réponse du ministre de la Guerre à la question posée par le député Paul Bignon le 26 juin 1914, in *Journal officiel de la République française*, 24 juillet 1914, p. 6777.

DÉSIGNATION	INSCRITS	RECONNUS APTES au service armé.	INCORPORÉS
Classe 1912.			
Réunion.....	1.934	281	280
Guadeloupe.....	1.547	1.111 dont 375 bons absents.	690
Martinique.....	1.288	1.001 — 365 —	621
Guyane.....	161	140 — 96 —	63
Classe 1913.			
Réunion.....	1.943	751 dont 498 bons absents.	226
Guadeloupe.....	1.666	1.022 — 546 —	147
Martinique.....	1.659	1.061 — 409 —	571
Guyane.....	172	119 — 84 —	27

Source : *Journal officiel de la Guadeloupe*, 24 juillet 1914, p. 6777. AD971.-2 K 103.

Le pourcentage passe de 33,75 % à 53, 42% pour la Guadeloupe²². Quelle est la signification de cette augmentation ? On peut supposer aussi que les difficultés rencontrées par l'incorporation de la classe 1912 pendant l'hiver 1913 – 1914 ont pu jouer.

1915 : l'élargissement du recrutement.

Les premiers mois de combats sont extrêmement meurtriers. À la fin de l'année 1914, la guerre de mouvement fait place à la guerre de position avec la mise en place des tranchées. Le besoin de nouvelles recrues devient pressant pour faire face à l'ennemi. Il faut élargir le recrutement et faire parfois appel aux hommes qui, avant la guerre, avaient été réformés ou ajournés²³.

En 1915, la révision concerne les classes de 1889 à 1916²⁴. Pour la Guadeloupe, le nombre des recensés s'élève à 37 013 et celui des hommes reconnus aptes au service armé à 5 674, 1 446 hommes restent en Guadeloupe. Ces chiffres ne tiennent pas compte des « hommes des classes 1912 et 1913, car ces derniers étaient incorporés au moment de la mobilisation »²⁵. Les réformés et ajournés passent régulièrement devant des commissions pour vérifier leurs aptitudes au service et les réformés sont

22. Celui de la Martinique n'évolue que de 2 %, passant de 36,46 % en 1912 à 38, 55% en 1913.

23. Boulanger Philippe, « Les conscrits de 1914 : la contribution de la jeunesse française à la formation d'une armée de masse », in *Annales de démographie historique*, 1/2002, n° 103, p. 11-34, p. 19.

24. Mobilisation des contingents antillais, in *Journal officiel de la Guadeloupe*, 15 avril 1915, p. 113.

25. ANOM.- GUA//175/1103. Chiffres extraits du rapport fait par E. Rognon, député, au nom de la commission de l'Armée chargée d'examiner le projet de loi relatif à la convocation devant une commission de réforme, dans les colonies de la Réunion, de la Martinique ; de la Guadeloupe et de la Guyane... – Chambre des députés n° 1646 – onzième législature – session 1915 – (annexe au procès-verbal du 29 décembre 1915), p. 5. Ces chiffres n'intègrent pas les recensés de la classe 1889.

de moins en moins nombreux. C'est ainsi que Jean-Charles, réformé le 7 janvier 1914, est déclaré bon pour le service le 14 mars 1915 ; il embarque à destination de la France le 16 mai 1915 et meurt d'une maladie contractée en service, dans les tranchées, le 16 octobre 1915.

Sur une population de 212 000 habitants, 9 151 hommes ont été incorporés dont 6 345 envoyés en métropole²⁶. La participation des Guadeloupéens au conflit est indéniable. Il nous appartient de voir leur parcours.

De l'incorporation au front : le parcours des soldats guadeloupéens

Le départ : devenir un combattant

Des dispositions particulières, énumérées par le ministre de la Guerre dans une lettre datée du 29 août 1913, sont prises pour les soldats recrutés aux Antilles. Avant le départ, les recrues sont regroupées à la caserne du Camp-Jacob à Saint-Claude ou à celle de Pointe-à-Pitre. Souvent transférées en Martinique, elles embarquent ensuite pour la métropole encadrées par des Antillais ou par des Métropolitains habitués aux Créoles. Elles sont dirigées vers les dépôts situés prioritairement dans le Sud de la France : Marseille, Toulon, Perpignan. Après les difficultés rencontrées avec l'envoi de la classe 1912 en métropole, la classe 1913 est affectée en priorité en Afrique du Nord²⁷. Ces instructions ne sont pas toujours appliquées à la lettre en raison de l'évolution de la guerre et de ses exigences : les arrivées peuvent se faire à la fin de l'été et les dépôts peuvent être situés dans d'autres régions que le Sud-Est ou l'Afrique du Nord²⁸. Gratien Chalder raconte son parcours dans une interview publiée dans *Le Nouvelliste* du 3 août 1915. Parti avec la classe 1915, il débarque à Saint-Nazaire et est dirigé vers la caserne Xantraillles de Bordeaux²⁹. Réformé très rapidement, il est de retour en Guadeloupe dès la fin juillet 1915. En effet, l'acclimatation et l'adaptation sont difficiles et posent problème comme le souligne le commandant de la garnison de Rochefort en 1915 dans les colonnes du *Nouvelliste*³⁰. « Ils [les Créoles] sont remplis de bonne volonté, mais je pense que beaucoup ont du mal à s'acclimater. Sur le contingent de 677 déjà reçu, 54 sont entrés à l'hôpital, 23 à l'infirmerie, 2 décédés, 70 vont à la visite journalière et j'ai eu le grand regret d'en perdre 2, décédés ces jours derniers à l'hôpital. » Une note du sous-secrétariat d'état du service de santé adressée à l'État-major émet les conclusions suivantes sur la situation sanitaire du contingent créole : « En dépit des apparences physiques souvent bonnes d'un assez grand nombre d'hommes, les contingents créoles présentent dans leur généralité

26. AD971.- 2 K 113. Extrait du rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la commission de l'armée sur la proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à charger la commission de l'armée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes en morts et en blessés faites au cours de la guerre par les nations belligérantes, par M. le baron des Lyons de Feuchin, in *Journal officiel de la République française*, annexe n° 335 – Session ordinaire.- Séance du 29 juillet 1924. Repris le 29 juillet 1924 par application de l'article 30 du règlement, p. 1303.

27. AD971.- 2 K 103. *Journal officiel de la République française*, 24 juillet 1914. P. 6777.

28. En 1917, des soldats guadeloupéens et martiniquais sont envoyés à Pau. AD971.- 6 Fi.

29. ADG971.- FMP 138. *Le Nouvelliste*, 03 août 1915. Réformé très rapidement, il est de retour en Guadeloupe dès la fin juillet 1915.

30. AD971.- FMP138. *Le Nouvelliste*, 09 juillet 1915.

une très médiocre résistance à toutes les causes de maladies, et en particulier aux variations de température, au froid, aux fatigues inhérentes à l'entraînement militaire : ils sont d'ailleurs très réceptifs à l'égard de la plupart des maladies contagieuses [...], ces contingents ont une morbidité extraordinairement plus élevée que celle des troupes européennes stationnées dans les mêmes garnisons³¹. » *Le Bulletin officiel du Ministère de la guerre* en 1915 rappelle que les jeunes gens doivent subir avant leur embarquement « une visite médicale très sévère, tant dans l'intérêt même des créoles, qui pourraient être très éprouvés par le changement de climat, que dans l'intérêt général, d'une part, pour éviter dans les circonstances actuelles l'encombrement des formations sanitaires, d'autre part, pour restreindre les frais de rapatriement considérables, en cas de mise en réforme de ces jeunes gens après leur incorporation³². » L'accent est mis sur l'importance de la visite médicale avant le départ car des recrues meurent très rapidement après leur arrivée en France comme Paul Hachette, embarqué le 16 mai 1915, débarqué à Saint-Nazaire le 28 mai et mort le 29³³.

De plus, l'entraînement militaire s'avère dur, d'autant plus que les hommes n'ont jamais fait de service militaire. Louis Servain est à Paris quand il reçoit son ordre d'appel à son hôtel. Incorporé au 144^e régiment, il écrit à sa tante, du Camp de Souges situé en Gironde à une vingtaine de kilomètres de Bordeaux : « Le 3 janvier [fait un mois] que j'ai endossé le costume militaire. Je t'assure qu'à mon âge, cette nouvelle existence est pénible pour moi. Je me trouve dans une caserne située en pleine campagne où l'on a [...] tout seul contait que soi-même. Du matin au soir, on ne cesse de nous [livrer] à des exercices de toutes sortes, nous préparant progressivement à la façon dont on se bat dans les tranchées sur le front... »³⁴. Une fois leur préparation militaire faite, les soldats sont envoyés sur le front. Où sont-ils incorporés ? Peut-on parler d'une spécificité par rapport au reste des soldats métropolitains ?

D'un régiment à l'autre : une diversité de parcours

D'abord incorporées à la compagnie d'infanterie de la Martinique³⁵, les recrues passent dans un régiment souvent d'infanterie coloniale lors de leur embarquement pour la France puis elles changent encore de régiments selon les impératifs militaires. La majorité d'entre eux se retrouve avec d'autres soldats métropolitains dans l'infanterie coloniale, l'infanterie ou l'artillerie. Le 17 juillet 1915, le ministre de la Guerre écrit : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que tous les contingents créoles arrivant en France postérieurement au 20 juillet 1915 seront incorporés dans les

31. SHD.- 7 N 78. Note du sous-secrétariat du service de santé pour l'État-major de l'Armée, 285³/7, 18/10/1915.

32. *Bulletin officiel du Ministère de la guerre* – 1915, partie supplémentaire vol. 1, N 13, p. 163. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62033939/f19.image.r=contingent%20créole.langFR>.

33. ADG971.- 3 R1 et 1 R 80. Paul Hachette est né à Saint-Claude mais il est inscrit dans le Livre d'or des « Morts pour la France » de la commune de Petit-Bourg.

34. ADG971.- INC. 452.

35. Ou bataillon d'infanterie coloniale de Martinique selon les années.

Troupes métropolitaines et non dans les Troupes coloniales.³⁶ » Une série de notes envoyées le 30 août 1915 rappelle aussi que les contingents créoles sont versés aux troupes métropolitaines qu'elles soient d'artillerie ou d'infanterie d'Afrique du Nord. On peut s'interroger sur la nature de l'incorporation des soldats guadeloupéens. Dans quels régiments ont-ils été incorporés ? Existe-t-il un décalage entre les consignes d'affectation et la réalité du terrain ? Étant donné la diversité des parcours des soldats dans différents régiments, il s'avère très difficile d'en connaître la répartition. Cependant, un aperçu par régiment peut être donné à partir des statistiques des soldats ayant reçu la mention « Morts pour la France »³⁷. Cette mention, définie par la loi 2 juillet 1915 modifiée par celle du 28 février 1922, concerne les morts entre le 2 août 1914 et le 24 octobre 1919 par fait de guerre³⁸. L'article quatre de la loi du 28 février 1919 rend la loi applicable « aux actes de décès des indigènes de l'Algérie, des colonies ou pays de protectorat et des engagés au titre étranger tués ou morts dans les mêmes circonstances »³⁹. L'infanterie coloniale reçoit une partie du contingent créole⁴⁰. Seuls cinq Guadeloupéens appartenaient à un bataillon de tirailleurs sénégalais : Michel Landais, Gontron Owen, Gilbert Laptés et Paul Claire Assouan et deux, Paul Rosèle et Marchaisse au bataillon des tirailleurs malgaches.

LES GUADELOUPÉENS SUR TOUS LES FRONTS

Les Guadeloupéens sont présents sur tous les fronts même si la majorité des tués et des disparus lors des combats l'ont été sur le front occidental. Ce front, qui s'étend sur environ 700 km de la mer du Nord à la frontière suisse, a été actif pendant toute la durée de la guerre. Les soldats y ont été confrontés à des conditions très dures ce qui explique que 70% de Guadeloupéens tués à l'ennemi ou disparus le sont sur ce front. En 1914, les Français s'attendent à une guerre courte mais très rapidement les Alliés reculent sous l'action des Allemands. C'est sur ce front que Paul Sergent-Alléaume, capitaine à la première compagnie du 1^{er} bataillon du 52^e régiment d'infanterie, est blessé le 28 août 1914 pendant l'attaque très violente du village de Saint-Remy dans les Vosges.

36. SHD.- 7 N 1992. Lettre du ministre de la Guerre à M.M. les Généraux des 15^e, 16^e, 17, 18^e Régions et au commandant des Forces de terre et de Mer de l'Afrique du Nord, 17 juillet 1915.

37. Sur les difficultés de compter les soldats guadeloupéens engagés dans la guerre, se référer à l'article : LEBEL Anne, « De la difficulté de compter les soldats guadeloupéens morts pour la France pendant la Première Guerre mondiale », *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, n° 169, mai-août 2014.

38. ADG971.- 3 R 1. Lettre du ministère des pensions aux maires à propos de l'élaboration des Livres d'or.

39. AD971.- 2 K 111. *Journal officiel de la République Française*, 01/03/1922, p. 2450.

40. SHD.- 7 N 78. Note au sujet de l'organisation des Troupes Coloniales et de leur fusion avec les Troupes Métropolitaines, 27 mai 1907. « Les Troupes coloniales ont pour mission d'assurer la garde et la défense de nos possessions d'outre-mer, éventuellement de concourir à la défense de la métropole [...]. Elles se composent, en dehors des États-Majors, de Troupes européennes (Infanterie et Artillerie coloniale), de Troupes indigènes dont les cadres seuls comprennent des Européens (en règle générale tous les officiers et la moitié des sous-officiers), des Troupes mixtes d'artillerie, dans lesquelles, en dehors des cadres entre une certaine proportion d'indigènes comme servants. »

GRAPHIQUE 1 – Affectation par régiment des soldats guadeloupéens
« Morts pour la France » au moment du décès – 1914-1919

Source : Livre d'or des communes de Guadeloupe. ADG 971.- 3 R 1.

Évacué seulement le 30 août, lors de la reprise du village par les Français, il meurt à Moulins le 7 septembre. 20 % des tués à l'ennemi le sont dans le département de la Somme.

TABLEAU – Tués à l'ennemi et disparus guadeloupéens
« Morts pour la France » – 1914-1918

	Nombre	%
Front occidental	312	70,59%
Front oriental	130	29,41%
	442	100,00%

En 1915, le ministre de la Guerre propose une répartition proportionnelle des soldats créoles sur les différents fronts. Ainsi, un pourcentage d'un pour dix est retenu et pour ce qui est des Dardanelles pas plus de deux sur dix⁴¹. Le front oriental qui a profondément marqué la mémoire collective antillaise comprend la Turquie avec les Dardanelles, la Serbie et la Grèce. Les pertes, si elles sont moins sévères que sur le front de

41. SHD.- 7 N 1992. Correspondance du ministre de la guerre au général commandant supérieur des dépôts des troupes coloniales, n° 5480 1/8, 9 juin 1915.

CARTE – Tués à l'ennemi et disparus guadeloupéens
« Morts pour la France » – 1914-1918

Source : Livre d'or des « Morts pour la France » et base de données des fiches individuelles des militaires décédés ayant obtenu la mention « Mort pour la France » du site Internet Mémoire des Hommes.

l'ouest, sont dues à la violence des combats et sont concentrées sur des périodes suivantes : l'année 1915 pour les Dardanelles l'année 1915 et 1916 et 1917 pour la Serbie⁴².

Les particularités de l'incorporation des soldats guadeloupéens ont une influence sur la courbe des décès pendant la Première Guerre mondiale. Ainsi vingt-sept d'entre eux, soit 2,31% de l'ensemble des « Morts pour la France » guadeloupéens meurent en 1914 alors que les premiers mois du conflit ont été très meurtriers pour l'armée française (plus de 300 000 morts). À l'exception de trois décédés de maladie, leurs morts sont dues au combat. Onze étaient engagés volontaires et neuf avaient souscrit leur engagement en métropole. On compte parmi eux huit appelés et quatre recrutés en métropole dont trois étudiants⁴³. Les lieutenants Ducoudray et Ricou⁴⁴ et ainsi que Sergent-Alléaume étaient

42. Soixante-et-onze des quatre-vingt-trois décédés de Serbie le sont en 1916. On ne compte que trois malades décédés en Serbie et trois aussi aux Dardanelles.

43. On ne connaît pas le statut de trois d'entre eux. Six soldats ont été recrutés aux Antilles (Martinique ou Guadeloupe) et treize en métropole dont quatre appelés.

44. Le lieutenant Ricou était Saint-Cyrien.

GRAPHIQUE 2 – Guadeloupéens « Morts pour la France » tués à l'ennemi et disparus sur tous les fronts 1914-1918

Source : Livre d'or des « Morts pour la France » et base de données des fiches individuelles des militaires décédés ayant obtenu la mention « Mort pour la France » du site Internet Mémoire des Hommes.

militaires de carrière. Au moins deux appelés de la classe 1912⁴⁵, Curier et Phésor, cultivateurs de Vieux-Habitants et de Capesterre, meurent dès l'année 1914 et cinq de la classe 1913. Les pertes augmentent avec la mobilisation générale en 1915. Les années 1916 et 1918 présentent le plus lourd bilan pour le contingent guadeloupéen. 1916 correspond aux batailles de Verdun et de la Somme et 1918 à la reprise de la guerre de mouvement.

Les chiffres des morts au combat fluctuent aussi selon les mois de l'année ; car, en raison des difficultés d'acclimatation et de la durée de la guerre, des dispositions spécifiques sont prises pour les soldats issus des colonies. C'est ainsi qu'une note du ministère de la Guerre, datée du 31 octobre 1915 annonce qu'après avoir consulté le service de santé « le Ministre a décidé que les hommes appartenant aux contingents créoles actuellement incorporés dans les troupes tant métropolitaines que coloniales des 15^e, 16^e, 17^e et 18^e Régions, seront, en raison des difficultés que présente leur acclimatation en France, envoyés pour l'hiver dans des localités abritées de la côte d'Algérie et de Tunisie »⁴⁶. Cette mesure porterait sur un effectif de 7 000 créoles, soit 4 500 issus des troupes métropolitaines et 2 500 des troupes coloniales. Le départ en hivernage doit être effectif au 15 novembre au plus tard. En 1915 sont concernés aussi les hommes du service auxiliaire qui « resteront dans leur foyers jusqu'à nouvel ordre du ministre »⁴⁷ ; mesure « principalement motivée

45. Nous ne savons pas si Brantôme de la classe 1912 est engagé ou appelé.

46. SHD.- 7 N 1992. Note du ministère de la Guerre pour la direction de l'infanterie, 8.068 3/11, 31/10/1915.

47. *Journal officiel de la République française*, n° 196, 22/07/1915, p. 5043. Addendum à l'instruction du 12 avril 1915 pour l'incorporation des contingents créoles appelés ou rappelés pendant la mobilisation, 20/07/1915.

par l'approche de l'hiver » et devant « nécessairement être appliquée aux créoles déjà incorporés⁴⁸. » Les retours au combat sont prévus en avril pour les Dardanelles et en mai pour le front de l'ouest en France⁴⁹. La possibilité pour les soldats « qui se trouvaient en France antérieurement à la mobilisation et qui sont, par suite acclimatés » d'être maintenus en France est envisagée. Dès novembre 1915, les soldats sont envoyés en hivernage, même si le lieu choisi, l'Afrique du Nord, n'est pas toujours apprécié. Felsina écrit en novembre 1915 : « Ma santé n'est pas encore mauvaise mais il fait si froid que je me demande si je pourrai tenir sur le front pendant cet hiver. Si je souffre trop, je demanderai à retourner au dépôt pour passer l'hiver car je ne tiens pas à aller en Algérie ou en Tunisie où l'on envoie les créoles passer l'hiver. Pantobe m'a écrit hier, il est parti avec Chateland, Casimir Bourgeois et d'autres guadeloupéens encore pour la Tunisie. Si rien ne m'arrive, j'irai en permission à Paris au commencement de décembre. »⁵⁰. Il peut y avoir des différences entre les prises de décisions et leur mise en pratique. On le constate pour le 7^e régiment d'infanterie coloniale dont le journal de marches et d'opérations indique à la date du 9 décembre 1916 « Nous avons renvoyé sur le dépôt à Bordeaux 49 Sénégalais suivant les ordres du Haut Commandement et le 15 décembre, 126 créoles, dans les mêmes conditions »⁵¹. Dans ce cas, le retrait du front se fait très tardivement. L'évolution de la situation militaire peut aussi faire décaler les dates de départ ou de retour. En 1918, le général commandant en chef écrit au ministre de la Guerre : « Je ne vois aucun inconvénient à ce que les Créoles et originaires stationnés actuellement dans les Dépôts d'Infanterie Coloniale du Midi de la France, soient dirigés sur les Armées. [...] J'estime toutefois qu'il n'y a pas lieu d'interdire l'emploi de ces Militaires en première ligne avant le 1^{er} Mai..., seuls les hommes dont l'entraînement est suffisant pourront être désignés.⁵² » Une des raisons de cette proposition réside dans le besoin de faire de la place dans les dépôts du Midi pour la classe 1919. Dans ce cas, la direction des Troupes coloniales rappelle que ces militaires ne doivent être mis en première ligne qu'à partir du 1^{er} mai. Sur le total des Guadeloupéens « Morts pour la France », vingt-cinq sont tués à l'ennemi ou disparus entre le 15 novembre 1915 et le 1^{er} mai 1918⁵³ dont quatorze en Serbie.

Les morts au combat comprennent les tués à l'ennemi, les disparus sur le champ de bataille, les blessés et victimes d'intoxication au gaz. C'est une guerre moderne, industrielle où l'emploi massif de l'artillerie cause des pertes très importantes : « Sur Le front occidental, la Première guerre mondiale fut un gigantesque duel d'artillerie⁵⁴ » et « 70 à

48. SDH.- 7 N 1992. Note de la direction des Troupes coloniales, ministère de la Guerre, pour l'état-major de l'armée, 10/09/1915.

49. SHD.- 7 N 1992. Note n°8741 1/8 du sous-secrétariat d'état, service de santé, ministère de la Guerre à l'État-major, 18 /10/1915.

50. ADG 971.- INC. 452. Lettre novembre 1915.

51. SDH.- 26 N 864/14. JMO du 7^e RIC, 9 décembre 1916.

52. SHD.- 7 N 1992. Réponse du général commandant en chef au ministre de la Guerre, 30/03/1918.

53. Le 1^{er} mai est la date retenue pour le retour sur le front de l'Ouest.

54. 1914-1918, *La Grande Guerre, Les collections de l'Histoire*, n° 21, octobre-décembre 2003, p. 110.

GRAPHIQUE 3 – Soldats guadeloupéens « Morts pour la France »
par an et par type de morts

Source : Livre d'or des « Morts pour la France » et base de données des fiches individuelles des militaires décédés ayant obtenu la mention « Mort pour la France » du site Internet Mémoire des Hommes.

80 % des blessures de la Grande Guerre furent infligées par les obus, un chiffre qui met en évidence le rôle joué par l'artillerie dans le conflit⁵⁵ ».

Même si 52,65 % des soldats guadeloupéens « Morts pour la France » sont décédés au combat, la part des malades est très importante par rapport au reste des effectifs de l'armée française⁵⁶. Du fait de l'arrêt des combats en 1918, seuls deux meurent des suites de leurs blessures en 1919, les autres, soit 96, sont victimes essentiellement de maladies respiratoires et infectieuses. Les problèmes d'acclimatation, la vulnérabilité aux épidémies, l'état de santé expliquent ce taux très élevé malgré les mesures spécifiques prises pour le contingent créole comme l'hivernage, le choix des cantonnements...

La particularité de la mobilisation a aussi des répercussions sur les classes d'âge les plus touchées pendant la guerre ; contrairement à la métropole, celle de 1914 a été relativement épargnée. Les conséquences désastreuses de l'incorporation des recrues de 1912 et 1913 ont pu jouer ainsi que la mobilisation générale qui ne date que de 1915.

55. AUDOUIN-ROUZEAU Stéphane, « Artillerie et mitrailleuses », in AUDOUIN-ROUZEAU André et BECKER Jean-Jacques [dir.], *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1919*, Paris, Bayard, 2004, p. 1342, p. 255-260, p. 259-260.

56. Se référer à l'article : LEBEL Anne, « De la difficulté de compter les soldats guadeloupéens morts pour la France pendant la Première Guerre mondiale », *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, n° 169, mai-août 2014.

GRAPHIQUES 4 et 5 – Causes de la mortalité des soldats
« Morts pour la France » –1914-1919

Source : Livre d'or des « Morts pour la France » et base de données des fiches individuelles des militaires décédés ayant obtenu la mention « Mort pour la France » du site Internet Mémoire des Hommes.

GRAPHIQUE 6 – Morts par années de naissance – 1914-1919

Source : Livre d'or des « Morts pour la France » et base de données des fiches individuelles des militaires décédés ayant obtenu la mention « Mort pour la France » du site Internet Mémoire des Hommes (<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=3&titre=premiere-guerre-mondiale>).

DES PERMISSIONNAIRES PARFOIS DE RETOUR EN GUADELOUPE

Permission et équité

Dans l'enfer des tranchées, les combattants connaissent des pauses. Plusieurs types de détente leur permettent de tenir face à l'horreur de la guerre. Malgré la distance, les problèmes d'acheminement, les changements parfois fréquents d'affectation des soldats, la réception du courrier, lettres et colis, égayaient le quotidien et réconfortent en donnant des nouvelles du pays. Les permissions tiennent un rôle très important pour les militaires ; elles « sont devenues un ressort essentiel du moral des combattants alors que l'institution militaire reste très réticente à accepter l'idée d'un droit des combattants à la permission. »⁵⁷. Dans ce cas aussi, la situation et la législation évoluent tout au long de la guerre. Peut-on parler d'équité en matière de permission pour les soldats créoles ? Le régime des permissions se met en place assez tardivement en 1915, « Les permissions, pratiques militaires du temps de paix, sont logiquement exclues une fois la guerre engagée : les stratégies militaires dominantes prévoient une guerre courte fondée sur la primauté de l'effectif, où le choc de gros bataillons permettra d'en finir en quelques batailles⁵⁸. ». Il existe différents types de permissions : agricoles, de repos, associées à un congé de convalescence. Se pose la question pour les Guadeloupéens, du lieu, de la distance et du coût de cette pause pour l'État. Dans un premier temps, elles sont passées sur le territoire métropolitain. Elles permettent de découvrir la France et Paris. Dès 1915, les permissions agricoles sont instaurées mais les Créoles n'en bénéficient pas. Quand dans une question posée le 13 janvier 1916, « M. Gratién Candace, député, demande à M. le ministre de la guerre s'il ne serait pas possible d'accorder pendant la saison d'hiver des permissions ou congés agricoles, à passer dans leurs colonies d'origine, aux soldats créoles, réservistes et territoriaux », la réponse est négative⁵⁹. L'installation dans la durée de la guerre amène à mettre en place les permissions dans la colonie d'origine en vertu de l'équité.

57. CRONIER Emmanuelle, « Permissions et permissionnaires » dans AUDOUIN-ROUZEAU André et BECKER Jean-Jacques [dir.], *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1919*, Paris, Bayard, 2004, p. 1342, p. 591-599, p. 596.

58. CRONIER Emmanuelle, *op. cit.*, p. 592.

59. AD971.- 2 K 105. *Journal officiel de la République française, Lois et décrets*, chambre des députés, 11^e législature, session ordinaire de 1916, réponses des ministres aux questions écrites 7328, 25 janvier 1916, p. 694.

DOCUMENT 3 – Permissions et congés – Règlement général (extraits) – 1917

« (Toutes les instructions antérieures concernant les permissions ou les congés, publiés sous le timbre du 2^e bureau du cabinet, sont abrogées.)

CHAPITRE 1^{er}. Permissions de DETENTE

Conditions et durée

14. – Les militaires créoles, c'est-à-dire originaires des colonies françaises, et soumis à la loi de recrutement, ainsi que les militaires européens qui y avaient leur domicile légal à la mobilisation :

bénéficieront de trente jours de permission dans les conditions spécifiées au chapitre « créoles », III^e partie. Toutefois, jusqu'au jour où ils remplissent les conditions énumérées dans ledit chapitre, ces militaires bénéficieront, pour la France continentale, du même régime de permissions que tous les autres militaires.

III^e PARTIE

Chapitre VII (164 à 173)

164.- Les départs en permission des militaires originaires des colonies s'effectueront dans les conditions suivantes, à partir du 1^{er} octobre 1917. [...]

Chapitre XIII : localités

255. – Par exception, les militaires originaires des régions envahies, les Alsaciens-Lorrains et les créoles qui n'ont pas de famille à Paris, pourront être autorisés à s'y rendre s'ils présentent un certificat d'une des œuvres d'hébergement fonctionnant à Paris.

258. – Les militaires qui ne peuvent passer leur permissions dans leur famille peuvent se rendre, suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent, dans une des œuvres agréées à cet effet ou l'un des centres d'hébergement suivants :

d) Créoles : « Le Foyer colonial », bastion 84, boulevard Kellermann, Paris (centres d'hébergement de Nice et de Lyon). »

Source : Journal officiel, 06 septembre 1917, p. 7015 – 7024.

Le Foyer colonial créé en 1915 accueille les soldats des colonies à Paris. Le Conseil général de la Guadeloupe participe à son fonctionnement en votant une motion accordant 5 000 francs⁶⁰. Cette aide est réitérée l'année suivante.

Suite aux troubles de 1917, les autorités cherchent à limiter le séjour à Paris des permissions⁶¹ voire même à l'interdire « aux militaires qui se sont signalés par des preuves évidentes de mauvais esprit⁶² », ce qui explique les restrictions de l'article 255.⁶³

Les conditions pour obtenir une permission : au moins 18 mois de présence ininterrompue sous les drapeaux, tant en Europe qu'en Algérie, Tunisie et Maroc ; ne pas avoir bénéficié antérieurement d'une permission ou d'un congé de convalescence à destination du pays d'origine. La durée des permissions est fixée à 30 jours, voyage aller et retour non compris. Si le congé de convalescence est égal ou supérieur à un mois, il est possible de la passer dans colonie.

60. ADG971.- 1 N 109. 2^e séance, 10 décembre 1915.

61. Télégrammes chiffrés, 27 mai 1917. SHD, 7 N 2052.

62. AD971.- 2 K 106. *Journal officiel de la République française*, 06 septembre 1917, p. 7024.

63. CRONIER Emmanuelle, « 8. Le rôle des permissionnaires parisiens dans la révolte de 1917 : un front contaminé par Paris ? », in André Loez et Nicolas Mariot, Obéir, désobéir, La Découverte « Recherches », 2008 p. 125-138.

Malgré les règlements, il y a inégalité dans l'attribution des permissions en raison des impératifs militaires pour ne pas enlever trop d'hommes du front en même temps. Les militaires de l'armée d'Orient sont les plus mal lotis : l'octroi des permissions est plus tardif et plus aléatoire : « Ainsi les combattants français en Orient sont-ils exclus du régime des permissions jusqu'en 1916, en raison surtout de l'activité militaire sur place, avant d'en bénéficier à leur tour, mais rarement à cause des difficultés de transport qui les enlèvent du front pour au moins deux à trois mois.⁶⁴ »

La permission en Guadeloupe

Dès janvier 1917, dans la rubrique « Réformés » puis « Réformés et permissionnaires », *Le Nouvelliste* annonce l'arrivée des bénéficiaires de congés de convalescence et de permission⁶⁵.

Certains permissionnaires passent en commission de réforme pendant leur séjour en Guadeloupe et sont réformés pour raison de santé. Des soldats en profitent pour faire des démarches administratives et permettre à leur famille d'obtenir des allocations militaires.

Des soldats cherchent aussi à ne pas repartir en métropole, ils sont recensés dans un « état des punitions pour avoir manqué l'embarquement »⁶⁶. 1917, année de la mise en place des permissions en Guadeloupe, voit douze Guadeloupéens condamnés à vingt-cinq jours de prison. Aucun n'est signalé pour l'année 1918.

Après des débats sur la participation à la défense de la Mère Patrie, les soldats guadeloupéens ont été sur tous les fronts. Ils ont eu une expérience marquée par les difficultés d'adaptation, encore aggravées par les préjugés. On peut s'interroger sur la façon dont ils sont perçus pendant leur service. Le journal *l'Humanité* du 8 janvier 1914, inquiet de la proportion de décès dans le contingent créole écrit : « Il paraît que le service de santé du 23^e colonial a proposé pour la réforme cent soixante-quinze de ces recrues, reconnues inaptes au service en France. C'est de la mystification. En réalité, tous les jeunes gens des Antilles nés sous un climat très chaud et habitués à la vie libre et molle de ces contrées, présentent la même inaptitude. » Lors du naufrage du paquebot *Le Champagne* le 25 mai 1915⁶⁷ en rade de Saint-Nazaire dans lequel le soldat Cambrone meurt, les journaux nationaux ou régionaux relatant l'accident mentionne « les soldats nègres » comme passagers.

Soldats-citoyens, les Guadeloupéens ont eu un parcours spécifique, à la fois identique aux soldats métropolitains et particulier car issus d'une vieille colonie.

64. CRONIER Emmanuelle, « Permissions et permissionnaires » dans AUDOUIN-ROUZEAU André et BECKER Jean-Jacques [dir.], *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1919*, Paris, Bayard, 2004, p. 1342, p. 591-599, p. 594.

65. AD971.- FMJ 141. *Le Nouvelliste*, 19 janvier et 13 avril 1917.

66. AD971.-INC 756. État des punitions pour avoir manqué l'embarquement, 1914-1918.

67. BNF.- N 0242188_PDF_4_4EM. *Le Temps*, 29 mai 1915, p. 4.